

portant aujourd'hui.

La faute à l'abandon du territoire, encore et toujours?

Les gens ne sont plus sur le terrain, ils ne travaillent plus la terre comme ils le faisaient autrefois. On peut le voir aux abords des villages, où les chênes se multiplient sur des espaces autrefois cultivés, et au-delà desquels se développaient, en plus, une activité d'élevage. Dès lors, une véritable barrière caractérisée par l'activité humaine ceinturait les villages en les éloignant du maquis et des zones boisées. Aujourd'hui, cette barrière n'existe plus, et un combustible beaucoup plus dense et beaucoup plus sec est au contact des habitations.

Vous parliez d'un troisième facteur risque...

C'est le comportement de l'homme. Autrefois, sauf cas exceptionnel, les gens vivaient dans des villages au sein d'un habitat regroupé. Aujourd'hui, la présence d'habitations individuelles dans les zones à risque se multiplie.

Mais en désertant le rural et l'intérieur, les populations ne s'éloignent-elles pas du risque?

Prenons l'exemple des territoires qui se développent autour d'Ajaccio et de Bastia, c'est une urbanisation qui ga-

"Le risque feu mérite une approche nouvelle"

Jean-Louis Rossi. - Expert aux Nations Unies, le chercheur de l'équipe "Feux" de l'Université de Corse prône une meilleure prise en compte du risque dans la politique d'aménagement du territoire

lopie et qui s'en va au contact du maquis, donc du combustible. C'est ce qu'on appelle les zones in-

terface feu-forêt. Voilà donc ces trois facteurs.

On peut difficilement maltriser le premier, mais on peut jouer sur les deux autres. D'abord, en réglementant pour que plus personne ne construise dans les zones à risque. C'est exactement le même principe que celui de la zone inondable, mais la zone où le risque d'incendie existe est malheureusement considérée avec moins d'acuité.

En vous écoutant, on se rend compte que le risque d'incen-

die n'est pas inclus dans le débat sur l'aménagement du territoire, lequel nourrit pour-

tant de manière récurrente l'actualité...

On se contente de solutions à court terme qui ne sont que des emplâtres sur une jambe de

bois. Quand on insiste, à juste titre, sur l'indispensable débroussaillage autour des maisons, on va jusqu'à aller chercher des financements spécifiques, mais ces espaces, comme les zones d'appui à la lutte, ce n'est pas tout de les aménager, il faut ensuite les entretenir pour qu'elles demeurent, et c'est ce qui coûte le plus cher. Ce qui nous ramène à la question plus globale de

l'aménagement du territoire, d'une politique à mettre en œuvre pour entretenir l'espace commun et minimiser le risque d'incendie.

Il faut donc dépasser le seul stade de l'action de prévention, pour intégrer celle-ci dans une politique d'aménagement du territoire qui aurait un tout autre effet.

Malgré tout ce que vous dites, les saisons sont moins dévastatrices qu'il y a trente ans...

On a changé d'époque. En fait, la Corse a longtemps eu à subir les grandes superficies brûlées. Le problème aujourd'hui, c'est davantage les grands feux de grande

puissance que la lutte a trop de mal à contenir. Dès lors, elle se focalise sur la protection des hommes et des biens, et ce type de feu prend alors encore plus d'intensité, il devient inattaquable, sauf à mettre en danger ceux qui vont lutter. Voilà pourquoi il faut travailler sur la cartographie des zones à protéger, et réfléchir en amont aux moyens de les mettre en sécurité, avant

qu'une vraie politique d'aménagement du territoire puisse inscrire durablement cette sécurisation des territoires. Si on néglige ce dernier stade, on va être ponctuellement efficace, repous-

ser le problème, et perdre aussi beaucoup d'argent.

pour l'environnement. Une équipe pluridisciplinaire, une des seules à balayer un spectre aussi large au niveau national (chimie, écologie, mathématiques, modélisation...). Elle compte une vingtaine de chercheurs.

ser le problème, et perdre aussi beaucoup d'argent.

On a longtemps parlé de l'origine pastorale des feux. Une époque révolue?

Là-dessus, les forestiers-sapeurs ont bien travaillé avec leurs brûlages dirigés qui ont fait beaucoup pour réduire ces usages selon lesquels il fallait brûler afin d'avoir de l'herbe pour les troupeaux. Je parlais des forestiers-sapeurs pour répondre à votre question, mais il faut rendre hommage à l'ensemble des opérationnels. Ils font un travail remarquable, sur la prévention et sur la lutte. Il ne leur manque qu'une chose pour être à 100% efficaces.

Un cadre politique?

Évidemment, et ce, dans un souci d'uniformité sur tout le territoire. Ce cadre politique visant à prendre en compte le risque d'incendie dans l'aménagement du territoire, il est inexistant. Il a pourtant vocation à être associé au développement touristique, à l'énergie, au développement agricole.

"Même les Suédois qui n'ont jamais eu de feu..."

Par rapport à ce tout ce que vous observez, une question coule de source : le chercheur est-il consulté, écouté?

Nous avons été sollicités à deux reprises par les politiques. D'abord l'année dernière par Jean-Félix Acquaviva, qui nous avait demandé d'intervenir devant le comité de massif. Plus récemment, nous avons présenté les travaux du projet feux devant le conseil économique

et social. Deux heures et demie d'échanges ont suivi. On a pu voir que les conseillers étaient vraiment très intéressés.

Ces sollicitations sont récentes, alors que votre labo travaille depuis longtemps sur le sujet...

Il faut reconnaître, malgré tout, que notre projet n'est arrivé à maturité qu'il y a environ deux ans; auparavant,

nous étions sûrement concentrés sur la science, moins accessible au grand public. Aujourd'hui, c'est différent, on peut travailler ensemble, nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice, mais il faut une véritable prise de conscience, si l'on ne veut pas vivre un jour une situation catastrophique comme celle que le Portugal a vécue. Même les Suédois qui n'ont jamais eu de feu,

se retrouvent avec des forêts centenaires réduites à néant.

La Corse est vraiment exposée à un tel risque?

Quand on tient ce discours, on est toujours vu comme celui qui persiste à peindre tout en noir. Et pourtant, il n'y a qu'à ouvrir les yeux. Sur des vallées enclavées, tous les territoires en forte pente, soumis à des

régimes de vent sans précédent, là où vivent essentiellement des populations vieillissantes qui ne sont pas informées. On cumule toutes les conditions défavorables, malgré les bonnes initiatives prises sur certains territoires où la prise de conscience est réelle. Mais ça ne suffit pas, c'est à l'échelle de toute la Corse qu'il faut revoir l'approche de ce risque.